

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 5 octobre 1984 relatif au brevet d'Etat d'alpinisme

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,
Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;
Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne ;
Après avis de la commission de la formation et de l'emploi du Conseil supérieur des sports de montagne,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Le brevet d'Etat d'alpinisme, créé à l'article 1^{er} du décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé, comprend les diplômes suivants :

- Le diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne ;
- Le diplôme de moniteur d'escalade ;
- Le diplôme d'aspirant-guide, dont la validité est fixée à trois années prolongées, le cas échéant, de deux ans après l'obtention de la qualification « Ski de montagne » et de la durée du service national actif ;
- Le diplôme de guide de haute montagne.

TITRE I^{er}

Conditions d'exercice

Art. 2. - Le diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne confère à son titulaire le droit de conduire des personnes en espace rural montagnard, sur des sentiers et des zones habituellement non enneigées à l'exclusion des rochers, des glaciers et des terrains nécessitant pour la progression l'utilisation du matériel ou des techniques de l'alpinisme.

Art. 3. - Le diplôme de moniteur d'escalade confère à son titulaire le droit d'exercer les activités d'enseignement, d'animation et d'entraînement à l'escalade sur les blocs, les structures artificielles et les falaises d'escalade.

Art. 4. - Le diplôme d'aspirant-guide confère à son titulaire, outre les prérogatives dévolues au moniteur d'escalade et à l'accompagnateur en moyenne montagne, le droit d'exercer les activités d'enseignement, d'animation et d'entraînement à l'alpinisme et, sous réserve de la qualification prévue à l'article 7, au ski de montagne.

Art. 5. - Le diplôme de guide de haute montagne confère à son titulaire, outre les prérogatives du moniteur d'escalade et de l'accompagnateur en moyenne montagne, le droit d'exercer les activités d'enseignement, d'animation et d'entraînement à l'alpinisme sous toutes ses formes ainsi qu'au ski de montagne.

TITRE II

Formation

Art. 6. - L'accès à la formation aboutissant au diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne ou de moniteur d'escalade est conditionné par la réussite à un examen probatoire.

La formation comprend une unité de formation suivie d'un stage en situation.

Le diplôme est délivré après la réussite à un examen final. Les candidats à l'examen final doivent avoir réussi par ailleurs un examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne.

Art. 7. - L'accès à la formation aboutissant au diplôme d'aspirant-guide est conditionné par la réussite à un examen probatoire.

La formation est organisée par l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme. Elle comprend un stage d'alpinisme et un stage de qualification « Ski de montagne » sanctionnés par un examen.

Le diplôme d'aspirant-guide est délivré après réussite à l'examen d'alpinisme.

Art. 8. - La formation aboutissant au diplôme de guide de haute montagne est organisée par l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme au cours d'un stage sanctionné par un examen.

TITRE III

Progression et dispositions générales

Art. 9. - Les candidats aux diplômes d'accompagnateur en moyenne montagne et de moniteur d'escalade doivent être âgés de dix-huit ans au moins au début du stage en situation.

Art. 10. - Les candidats à l'examen probatoire du diplôme d'aspirant-guide doivent être titulaires :

- soit du diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne ;
- soit du diplôme de moniteur d'escalade et d'une unité de formation « connaissance du milieu montagnard » ;

et

- présenter une liste de courses attestant de leur compétence en haute montagne (glace, neige, rochers et ski de montagne) ;
- être âgés de vingt ans au moins à la date de l'examen probatoire.

Art. 11. - Les candidats au diplôme de guide de haute montagne doivent être titulaires du diplôme d'aspirant-guide en cours de validité et l'avoir acquis depuis au moins deux ans.

Ils devront, en outre, être titulaires depuis au moins deux ans de la qualification « Ski de montagne » prévue à l'article 4.

Art. 12. - Un arrêté complémentaire définit, pour chacun des titres concernés, le domaine de compétence, les formalités d'inscription, le contenu de la formation ainsi que celui des divers stages et examens aboutissant à la délivrance du diplôme.

Art. 13. - L'arrêté du 12 mars 1981 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat d'alpinisme - accompagnateur en moyenne montagne, aspirant-guide et guide de haute montagne - est abrogé à compter du 1^{er} janvier 1985.

Art. 14. - Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 octobre 1984.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
J. GROSPAILLET

Arrêté du 16 octobre 1984 fixant la composition et les conditions de fonctionnement de la commission de l'information et de la sécurité du Conseil supérieur des sports de montagne

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation et le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou les établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu le décret n° 76-189 du 3 juin 1976 relatif à l'habilitation des fédérations sportives ;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne ;

Vu le décret n° 83-144 du 24 février 1983 portant création du Conseil supérieur des sports de montagne, notamment son article 6,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Il est créé une commission de l'information et de la sécurité en application de l'article 6 du décret n° 83-144 du 24 février 1983 susvisé.

Cette commission est chargée de donner au président du Conseil supérieur des sports de montagne un avis sur les questions relatives à l'information, à la prévention et à la sécurité dans le domaine des sports de montagne.

Elle assure également un rôle de coordination nationale et d'information pour l'ensemble des opérations relatives au secours, à la prévention, à la formation et à la recherche en matière de sécurité des sports de montagne.

Art. 2. - La commission de l'information et de la sécurité du Conseil supérieur des sports de montagne est composée des personnes suivantes :

- Le directeur de la sécurité civile, président ;
- Le directeur des sports ou son représentant ;
- Le directeur général des collectivités locales ou son représentant ;
- Le directeur général de la police nationale ou son représentant ;
- Le directeur général de la gendarmerie nationale ou son représentant ;
- Le directeur de la météorologie nationale ou son représentant ;
- Le directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ou son représentant ;
- Un représentant du ministre chargé des transports désigné par le ministre chargé des transports ;
- Un représentant du ministre chargé de la santé désigné par le ministre chargé de la santé ;
- Un représentant du ministre chargé de la défense désigné par le ministre chargé de la défense ;
- Le président de l'association nationale des maires de stations de sports d'hiver ou son représentant ;
- Le président du syndicat national des téléphériques et remontées mécaniques ou son représentant ;